



RAPPORT DE GESTION PREMIER TRIMESTRE 2021

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
FAITS SAILLANTS	3
ANALYSE DES RÉSULTATS ET DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	8
ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	10
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	13
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	18
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	29

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le présent rapport de gestion de Québecor inc. couvre les principales activités du premier trimestre 2021 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Québecor inc. est une société de gestion détenant Québecor Média inc., une filiale en propriété exclusive et l'un des plus importants conglomérats de télécommunications et de médias du Canada.

Québecor Média inc. exerce ses activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Média, et Sports et divertissement. Québecor Média inc. déploie une stratégie de convergence qui s'appuie sur les synergies entre ses différentes propriétés et la maximisation de la valeur de ses contenus au profit de multiples plateformes de distribution. À moins d'avis contraire, les références à « Québecor » ou à la « Société » dans le présent rapport de gestion désignent Québecor inc. et ses filiales et les références à « Québecor Média » désignent Québecor Média inc. et ses filiales.

Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2020. Tous les montants sont en dollars canadiens (« CA ») à moins d'avis contraire.

La Société utilise des mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et des indicateurs clés de rendement. La Société a ajouté la mesure « ratio d'endettement net consolidé » au troisième trimestre 2020. Les définitions des mesures non normalisées selon les IFRS, de la nouvelle mesure « ratio d'endettement net consolidé » et des indicateurs clés de rendement utilisés par la Société sont présentés dans les sections « Mesures non normalisées selon les IFRS » et « Indicateurs clés de rendement ».

Pandémie de la COVID-19

La pandémie de la COVID-19 continue d'avoir des répercussions majeures sur l'environnement économique au Canada et à l'échelle mondiale. Afin de limiter la propagation du virus, le gouvernement du Québec a imposé depuis le début de cette crise sanitaire une série de restrictions et de mesures préventives spéciales, y compris la suspension de certaines activités commerciales. Depuis mars 2020, cette crise sanitaire a réduit les activités de nombreux partenaires d'affaires de Québecor et a entraîné un ralentissement marqué de certains secteurs d'activité de la Société. Entre autres répercussions, les restrictions et mesures préventives imposées par le gouvernement du Québec ont causé une réduction des activités dans les points de vente de Vidéotron ltée (« Vidéotron »), une réduction des revenus publicitaires, une baisse des événements sportifs diffusés par la chaîne spécialisée TVA Sports en 2020 et une réduction des activités cinématographiques et celles liées au contenu audiovisuel dans le secteur Média en 2020, et l'arrêt de la plupart des activités de spectacles et d'événements dans le secteur Sports et divertissement. Malgré les contraintes occasionnées par cette pandémie, Québecor a continué et continuera de fournir les services essentiels de télécommunications et de nouvelles pendant la durée de cette crise sanitaire, tout en protégeant la santé et la sécurité du public et de ses employés. En raison de la baisse de leurs revenus, la plupart des unités d'affaires des secteurs Média et Sports et divertissement se sont qualifiés à la Subvention salariale d'urgence du Canada et des subventions totalisant 5,6 M\$ ont été comptabilisées au premier trimestre 2021 en contrepartie d'une réduction des coûts de main-d'œuvre (aucun montant au premier trimestre 2020).

Les impacts de la crise sanitaire liée à la COVID-19 sur les résultats d'exploitation des secteurs d'activité de la Société au premier trimestre 2021 sont analysés plus en détail dans la section « Analyse par secteur d'activité » du présent rapport de gestion. Il est par ailleurs difficile à ce stade-ci de prévoir quelles seront toutes les conséquences de cette crise sanitaire jusqu'à ce que la situation revienne à la normale. La crise sanitaire pourrait avoir un impact défavorable important sur la croissance à court et à moyen terme des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société. Ainsi, les croissances enregistrées au cours des trimestres antérieurs pourraient ne pas être représentatives des croissances futures.

FAITS SAILLANTS

Premier trimestre 2021

Revenus de 1,09 G\$, en hausse de 35,6 M\$ (3,4 %).

BAILA ajusté de 452,7 M\$, en hausse de 16,0 M\$ (3,7 %).

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 121,3 M\$ (0,49 \$ par action de base), en baisse de 10,3 M\$ (0,03 \$ par action de base).

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 129,9 M\$ (0,52 \$ par action de base), en hausse de 18,4 M\$ (0,08 \$ par action de base) ou 16,5 %.

Flux de trésorerie d'exploitation de 307,6 M\$, en hausse de 12,6 M\$ (4,3 %).

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 261,6 M\$, en baisse de 60,0 M\$ (-18,7%).

Tableau 1**Sommaire consolidé des résultats, des flux de trésorerie et du bilan**

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs au nombre d'actions et aux données par action de base)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2021	2020
Résultats		
Revenus :		
Télécommunications	914,0	\$ 874,7
Média	174,8	174,8
Sports et divertissement	31,2	34,8
Intersectoriels	(28,9)	(28,8)
	1 091,1	1 055,5
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :		
Télécommunications	450,9	435,5
Média	1,3	4,1
Sports et divertissement	2,1	(3,8)
Siège social	(1,6)	0,9
	452,7	436,7
Amortissement	(195,3)	(198,1)
Frais financiers	(83,1)	(87,4)
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(5,8)	23,3
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(4,5)	(3,9)
Impôts sur le bénéfice	(44,0)	(40,5)
Bénéfice lié aux activités abandonnées	-	1,3
Bénéfice net	120,0	\$ 131,4
Bénéfice lié aux activités poursuivies attribuable aux actionnaires	121,3	\$ 130,3
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	121,3	131,6
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	129,9	111,5
Par action de base :		
Bénéfice lié aux activités poursuivies attribuable aux actionnaires	0,49	0,51
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	0,49	0,52
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	0,52	0,44

Trois mois terminés
les 31 mars

2021 2020

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels

Télécommunications	138,0	\$	133,0	\$
Média	5,7		7,7	
Sports et divertissement	1,0		0,9	
Siège social	0,4		0,1	
	145,1		141,7	

Flux de trésorerie

Flux de trésorerie d'exploitation :

Télécommunications	312,9		302,5	
Média	(4,4)		(3,6)	
Sports et divertissement	1,1		(4,7)	
Siège social	(2,0)		0,8	
	307,6		295,0	

Flux de trésorerie générés par les activités
d'exploitation poursuivies

261,6 321,6

31 mars 31 déc.
2021 2020

Bilan

Espèces et quasi-espèces	759,3	\$	136,7	\$
Fonds de roulement	633,5		(33,4)	
Actif net lié aux instruments financiers dérivés	534,3		597,1	
Actif total	10 690,9		9 861,6	
Dette totale (court terme et long terme)	6 356,1		5 773,4	
Obligations locatives (court terme et long terme)	179,4		173,3	
Débiteures convertibles, y compris les dérivés incorporés	162,1		156,5	
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	1 203,8		1 112,6	
Capitaux propres	1 310,7		1 214,1	
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)	245,5		248,2	

Ratio d'endettement net consolidé

2,67x 2,68x

Télécommunications

- Au premier trimestre 2021, le secteur Télécommunications a affiché une croissance de 39,3 M\$ (4,5 %) de ses revenus et de 15,4 M\$ (3,5 %) de son BAIIA ajusté.
- Progression importante des revenus de Vidéotron au premier trimestre 2021 en équipements vendus aux clients, (31,1 M\$ ou 40,9 %), en accès Internet (19,1 M\$ ou 6,9 %) et en téléphonie mobile (10,3 M\$ ou 6,4 %).
- Augmentation de 22 100 (1,5 %) unités génératrices de revenus (« UGR ») en téléphonie mobile et 10 600 (0,6 %) en accès Internet.
- Le 15 avril 2021, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») a annoncé que certains fournisseurs de services de télécommunications pourront éventuellement avoir accès aux réseaux sans fil des principaux fournisseurs du Canada afin d'offrir aux citoyens plus de choix et d'options à prix abordables. Par conséquent, les fournisseurs régionaux qui investissent dans l'infrastructure de réseau et le spectre seront en mesure d'offrir des services concurrentiels à titre d'exploitants de réseaux mobiles virtuels dans les régions où la concurrence est limitée.

- Le 1^{er} avril 2021, Vidéotron a annoncé l'acquisition de Cablovision Warwick Inc. (« Cablovision Warwick ») et de son réseau qui dessert les municipalités de Warwick, de Kingsey Falls et de Saint-Félix-de-Kingsey, dans le Centre-du-Québec, depuis plus de quatre décennies. Les clients de Cablovision Warwick auront ainsi accès au réseau de Vidéotron, y compris ses produits et services.
- Le 22 mars 2021, Vidéotron et le gouvernement du Québec, conjointement avec le gouvernement canadien, ont conclu des ententes dans le cadre de l'atteinte des objectifs gouvernementaux en matière de déploiement de services Internet haute vitesse dans diverses régions du Québec. En vertu de ces ententes, Vidéotron étendra son réseau Internet haute vitesse afin de brancher environ 37 000 foyers additionnels et les gouvernements se sont engagés à fournir une aide financière d'environ 258,0 M\$ qui sera entièrement investie dans le prolongement du réseau de Vidéotron. Conformément aux modalités des ententes, un montant de 216,2 M\$ reçu d'avance du gouvernement a été présenté en espèces affectées en contrepartie d'une subvention différée du même montant dans le bilan consolidé de la Société au 31 mars 2021.

Sports et divertissement

- Le 10 février 2021, le secteur Sports et divertissement a annoncé l'acquisition de Les Disques Audiogramme inc., la plus importante maison de disques francophone indépendante en Amérique du Nord, qui comprend, entre autres, Éditorial Avenue, la plus importante maison d'édition musicale francophone au Canada, continuant ainsi à soutenir le talent des artistes du Québec et à assurer le rayonnement et la diffusion de la musique québécoise.

Opérations d'investissement et de financement

- Le 1^{er} avril 2021, la société R3D Conseil inc., dont Québecor était un de ses principaux actionnaires, a été acquise par Groupe Alithya inc. (« Alithya »), un chef de file en stratégie et transformation numérique. Dans le cadre de cette transaction, Québecor a obtenu 11,9 % du capital-actions d'Alithya et 6,7 % des droits de vote rattachés aux actions émises et en circulation d'Alithya, et le gain sur disposition correspondant d'environ 19,0 M\$ sera comptabilisé au deuxième trimestre 2021. Cette transaction comprend également des engagements par Québecor en volume d'achats de services d'Alithya totalisant environ 360,0 M\$ dans le cadre d'une entente commerciale de 10 années.
- Le 11 février 2021, Groupe TVA a modifié sa facilité de crédit renouvelable garantie de 75,0 M\$ afin de proroger la date d'échéance de février 2021 à février 2022 et de modifier certaines modalités.
- Le 22 janvier 2021, Vidéotron a émis des billets de premier rang d'un montant en capital global de 650,0 M\$, portant intérêt à un taux de 3,125 % et échéant le 15 janvier 2031, pour un produit net de 644,0 M\$, déduction faite des frais de financement de 6,0 M\$. Vidéotron a l'intention d'affecter le produit tiré du présent placement aux fins générales de l'entreprise, y compris, sans limitation, le remboursement d'une partie de sa dette courante.

Haute direction

- Le 27 avril 2021, Québecor a annoncé que Jean-François Pruneau quittera ses fonctions de président et chef de la direction de Vidéotron pour se consacrer à des projets d'investissements personnels. Au cours de sa carrière au sein de la Société, Jean-François Pruneau a su relever d'importants défis. Son leadership marqué, tout comme son sens des affaires aiguisé, ont grandement contribué au développement du plan d'affaires et à la solidité de la Société. La direction de la Québecor souhaite le remercier chaleureusement pour sa précieuse contribution au cours des 20 dernières années. Afin d'assurer la transition, ce dernier restera en poste jusqu'au 4 juin 2021. Dans la foulée de cette annonce, il a été décidé que les responsabilités de la présidence de Vidéotron seront reprises par Pierre Karl Péladeau, président et chef de la direction de Québecor Média, favorisant ainsi encore davantage une dynamique d'efficacité et de leadership entre les deux entreprises.
- À compter du 14 avril 2021, France Lauzière, présidente et chef de la direction de Groupe TVA et chef du contenu de Québecor Contenu, prendra une pause professionnelle d'une durée pouvant aller jusqu'à six mois pour des raisons familiales. Pendant son absence, le président et chef de la direction de Québecor, Pierre Karl Péladeau, assumera sur une base intérimaire les responsabilités de la présidence de Groupe TVA et de Québecor Contenu.
- Le Chef de l'exploitation et des affaires juridiques de la Société, Marc M. Tremblay, ayant indiqué à la Société il y a quelque temps déjà, vouloir planifier sa retraite à une date restant à être confirmée, et la Société désirant que M. Tremblay demeure un dirigeant de celle-ci au moins jusqu'au 31 mars 2022, elle a conclu une entente prévoyant que M. Tremblay demeurera à son poste au moins jusqu'à cette date, tout en diminuant graduellement ses activités à partir du 1^{er} août 2021.

ANALYSE DES RÉSULTATS ET DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Comparaison des premiers trimestres 2021 et 2020

Revenus de 1,09 G\$, en hausse de 35,6 M\$ (3,4 %).

- Augmentation dans le secteur Télécommunications (39,3 M\$ ou 4,5 % des revenus du secteur).
- Revenus stables dans le secteur Média.
- Diminution dans le secteur Sports et divertissement (3,6 M\$ ou -10,3 %).

BAIIA ajusté de 452,7 M\$, en hausse de 16,0 M\$ (3,7 %).

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (15,4 M\$ ou 3,5 % du BAIIA ajusté du secteur) et Sports et divertissement (5,9 M\$).
- Baisse dans le secteur Média (2,8 M\$ ou -68,3 %) et écart défavorable au siège social (2,5 M\$) expliqué principalement, dans ce dernier cas, par une variation défavorable de la charge de rémunération à base d'actions.
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor et de Québecor Média et la variation de la valeur des unités d'actions basées sur le prix de l'action de Québecor ont entraîné un écart défavorable de 5,5 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au premier trimestre 2021, par rapport à la même période de 2020.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 121,3 M\$ (0,49 \$ par action de base) au premier trimestre 2021, contre 131,6 M\$ (0,52 \$ par action de base) à la même période de 2020, soit une baisse de 10,3 M\$ (0,03 \$ par action de base).

- Les écarts défavorables s'expliquent principalement par :
 - l'écart défavorable de 29,1 M\$ lié à la perte et au gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, dont 28,2 M\$ sans incidence fiscale ;
 - la hausse de 3,5 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice.
- Les écarts favorables s'expliquent principalement par :
 - la hausse de 16,0 M\$ du BAIIA ajusté ;
 - la baisse de 4,3 M\$ liée aux frais financiers ;
 - la diminution de 2,8 M\$ liée à la charge d'amortissement.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 129,9 M\$ (0,52 \$ par action de base) au premier trimestre 2021, contre 111,5 M\$ (0,44 \$ par action de base) à la même période de 2020, soit une hausse de 18,4 M\$ (0,08 \$ par action de base).

Flux de trésorerie d'exploitation de 307,6 M\$, en hausse de 12,6 M\$ (4,3 %), expliquée par l'augmentation de 16,0 M\$ du BAIIA ajusté et par la baisse de 6,5 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels, contrebalancée en partie par la hausse de 9,9 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 261,6 M\$, en baisse de 60,0 M\$, expliquée principalement par l'écart défavorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation, contrebalancée en partie par la hausse du BAIIA ajusté.

Charge d'amortissement de 195,3 M\$ au premier trimestre 2021, soit une diminution de 2,8 M\$, qui s'explique surtout par la baisse des investissements effectués dans le secteur Télécommunications liés à la location de terminaux, contrebalancé en partie par l'impact des investissements en immobilisations et en actifs incorporels dans ce secteur, dont l'amortissement des actifs incorporels relatif aux investissements dans la plateforme Helix.

Frais financiers de 83,1 M\$ au premier trimestre 2021, en baisse de 4,3 M\$. La baisse des frais financiers s'explique principalement par la variation favorable du gain ou de la perte sur conversion des éléments monétaires à court terme libellés en devises et par un taux d'intérêt moyen inférieur sur la dette à long terme. La hausse des frais financiers s'explique surtout par un niveau moyen d'endettement plus élevé.

Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers de 5,8 M\$ au premier trimestre 2021, contre un gain de 23,3 M\$ à la même période de 2020, soit un écart défavorable de 29,1 M\$, principalement attribuable à la variation défavorable de 28,2 M\$, sans incidence fiscale, des gains et pertes sur les dérivés incorporés liés aux débetures convertibles.

Charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments de 4,5 M\$ au premier trimestre 2021, contre 3,9 M\$ à la même période de 2020, soit un écart défavorable de 0,6 M\$.

- Au premier trimestre 2021, une charge de 3,7 M\$ a été comptabilisée relativement aux mesures de réduction de coûts dans divers secteurs de la Société (3,9 M\$ au premier trimestre 2020). Une charge de dépréciation d'actifs de 0,8 M\$ liée à différentes mesures de restructuration a également été comptabilisée au cours du premier trimestre 2021.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 44,0 M\$ au premier trimestre 2021 (taux d'imposition effectif de 25,9 %), contre 40,5 M\$ (taux d'imposition effectif de 27,3 %) à la même période de 2020, soit un écart défavorable de 3,5 M\$, qui s'explique principalement par l'incidence de la hausse du bénéfice imposable à des fins fiscales.

ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Télécommunications

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2021

Revenus de 914,0 M\$ au premier trimestre 2021, en hausse de 39,3 M\$ (4,5 %).

- Revenus du service de téléphonie mobile de 170,5 M\$, soit une progression de 10,3 M\$ (6,4 %) due principalement à la croissance du nombre de lignes, contrebalancée en partie par la baisse du revenu moyen par client.
- Revenus du service d'accès Internet de 296,6 M\$, en hausse de 19,1 M\$ (6,9 %). Cet écart favorable s'explique surtout par la hausse du nombre de clients, ainsi que par la hausse du revenu moyen par client.
- Revenus du service de télédistribution de 213,2 M\$, soit une diminution de 19,9 M\$ (-8,5 %) surtout due à l'impact de la baisse nette du nombre de clients, de même qu'à la baisse du revenu moyen par client.
- Revenus du service de téléphonie filaire de 80,7 M\$, en baisse de 2,1 M\$ (-2,5 %), principalement due à l'impact de la diminution nette du nombre de lignes, contrebalancée en partie par la hausse du revenu moyen par ligne.
- Revenus d'équipements vendus aux clients de 107,2 M\$, en hausse de 31,1 M\$ (40,9 %), surtout en raison de la hausse des ventes d'équipements liées à la plateforme Helix et de l'augmentation du prix des appareils mobiles.
- Autres revenus de 45,8 M\$, en hausse de 0,8 M\$ (1,8 %).

Facturation moyenne par unité (« FMPU ») totale de Vidéotron de 49,96 \$ au premier trimestre 2021, contre 49,90 \$ à la même période de 2020, soit une augmentation de 0,06 \$ (0,1 %). La FMPU mobile a atteint 49,95 \$ au premier trimestre 2021, contre 51,60 \$ à la même période de 2020, en baisse de 1,65 \$ (-3,2 %), attribuable, entre autres, à la diminution des revenus de surcharges liées à la consommation et des revenus d'itinérance en raison de la crise sanitaire liée à la COVID-19, ainsi qu'à la popularité des forfaits de type « Apportez votre appareil ».

Statistiques de clientèle

UGR – Au 31 mars 2021, le nombre total d'UGR s'établissait à 6 145 300, soit une baisse de 2 600 unités par rapport à la fin du quatrième trimestre 2020, contre une augmentation de 9 000 à la même période de 2020. Le nombre d'UGR a augmenté de 60 100 (1,0 %) pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2021 (tableau 2).

Téléphonie mobile – Au 31 mars 2021, le nombre de lignes à la téléphonie mobile s'établissait à 1 503 200, soit une augmentation de 22 100 lignes (1,5 %) par rapport à la fin du quatrième trimestre 2020, contre une hausse de 39 300 à la même période de 2020. Le nombre de lignes à ce service a augmenté de 133 400 (9,7 %) pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2021 (tableau 2).

Accès Internet – Au 31 mars 2021, le nombre de clients au service d'accès Internet se chiffrait à 1 807 400, soit une hausse de 10 600 clients (0,6 %) par rapport à la fin du quatrième trimestre 2020, contre une augmentation de 6 100 à la même période de 2020. Le nombre de clients à ce service a augmenté de 74 000 (4,3 %) sur une période de 12 mois (tableau 2). Au 31 mars 2021, le service d'accès Internet affichait un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 60,1 %, contre 58,6 % un an plus tôt (ce taux correspond au nombre de clients du service par rapport au nombre total de résidences et entreprises desservies par le réseau de câblodistribution, soit 3 005 100 au 31 mars 2021, contre 2 958 000 un an plus tôt).

Télédistribution – Au 31 mars 2021, le nombre de clients en télédistribution s'établissait à 1 459 100, soit une diminution de 16 500 clients (-1,1 %) par rapport à la fin du quatrième trimestre 2020, contre une baisse de 19 700 à la même période de 2020. Le nombre de clients à ce service a diminué de 53 000 (-3,5 %) sur une période de 12 mois (tableau 2). Au 31 mars 2021, le service de télédistribution affichait un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 48,6 %, contre 51,1 % un an plus tôt.

Téléphonie filaire – Au 31 mars 2021, ce service comptait 897 700 lignes, soit une baisse de 27 000 (-2,9 %) au premier trimestre 2021, contre une diminution de 29 100 lignes à la même période de 2020. Le nombre de lignes à ce service a diminué de 100 500 (-10,1 %) sur une période de 12 mois (tableau 2). Au 31 mars 2021, le service de téléphonie filaire affichait un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 29,9 %, contre 33,7 % un an plus tôt.

Club illico – Au 31 mars 2021, le nombre de clients à la vidéo sur demande par abonnement Club illico (« Club illico ») s'élevait à 477 900, soit une augmentation de 8 200 clients (1,7 %) au premier trimestre 2021, contre une hausse de 12 400 clients à la même période de 2020. Le nombre de clients à ce service a augmenté de 6 200 (1,3 %) pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2021 (tableau 2).

Tableau 2**UGR du secteur Télécommunications à la fin de chaque trimestre depuis les huit derniers trimestres**

(en milliers d'unités)

	Mars 2021	Déc. 2020	Sept. 2020	Juin 2020	Mars 2020	Déc. 2019	Sept. 2019	Juin 2019
Téléphonie mobile	1 503,2	1 481,1	1 452,6	1 404,9	1 369,8	1 330,5	1 288,7	1 231,9
Internet	1 807,4	1 796,8	1 769,8	1 749,3	1 733,4	1 727,3	1 724,3	1 706,9
Télédistribution	1 459,1	1 475,6	1 481,8	1 497,3	1 512,1	1 531,8	1 545,2	1 558,4
Téléphonie filaire	897,7	924,7	947,8	976,5	998,2	1 027,3	1 052,7	1 072,9
Club illico	477,9	469,7	452,9	472,2	471,7	459,3	443,5	431,0
Total	6 145,3	6 147,9	6 104,9	6 100,2	6 085,2	6 076,2	6 054,4	6 001,1

BAIIA ajusté de 450,9 M\$, en hausse de 15,4 M\$ (3,5 %) qui s'explique surtout par :

- l'impact de la hausse des revenus, net du coût des équipements vendus.

Contrebalancé en partie par :

- la hausse des frais d'exploitation, dont les frais du service à la clientèle et de la qualité technique.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 50,7 % au premier trimestre 2021, contre 50,2 % à la même période de 2020.

Flux de trésorerie d'exploitation de 312,9 M\$ au premier trimestre 2021, contre 302,5 M\$ à la même période de 2020 (tableau 11). Cette hausse de 10,4 M\$ s'explique par la progression de 15,4 M\$ du BAIIA ajusté et par la baisse de 5,5 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels, dont la diminution des investissements en informatique, contrebalancée en partie par la hausse de 10,5 M\$ des acquisitions d'immobilisations, dont l'augmentation des investissements dans le réseau LTE-A.

Média

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2021

Revenus de 174,8 M\$ au premier trimestre 2021, stables comparativement à la même période de 2020.

- Autres revenus en hausse de 4,1 M\$ (9,1 %), expliquée principalement par l'augmentation du volume d'activités en production commerciale, découlant d'une croissance de la demande et du devancement de certains projets.
- Diminution des revenus d'abonnement de 2,4 M\$ (-4,6 %), expliquée principalement par la baisse des revenus d'abonnement aux chaînes spécialisées, aux journaux et aux magazines.
- Diminution des revenus de publicité de 1,7 M\$ (-2,2 %), surtout attribuable à la baisse des revenus de publicité des journaux et de Québecor Affichage, contrebalancée en partie par l'augmentation des revenus publicitaires provenant des chaînes spécialisées et du Réseau TVA.

BAIIA ajusté de 1,3 M\$ au premier trimestre 2021, soit une baisse de 2,8 M\$ (-68,3 %) qui s'explique surtout par :

- la hausse des coûts de contenu en télédiffusion, due surtout à une révision par la Société de l'attribution de la valeur des droits rattachés aux différentes composantes de son contrat pour les parties de la Ligue nationale de hockey (« LNH ») afin de mieux refléter les avantages économiques en découlant, au report du début de la saison régulière 2020-2021 de la LNH de 2020 à 2021 et à une saison écourtée.

Contrebalancée en partie par :

- la diminution des frais de main-d'œuvre, expliquée par l'impact des économies salariales et des mesures gouvernementales instaurées dans le contexte lié à la COVID-19 ;

- la baisse des autres coûts de contenu et des coûts de production, d'administration, de distribution et de marketing.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Média (exprimés en pourcentage des revenus) de 99,3 % au premier trimestre 2021, contre 97,7 % à la même période de 2020, expliqué principalement par la hausse nette des coûts de contenu en télédiffusion.

Flux de trésorerie d'exploitation négatifs de 4,4 M\$ au premier trimestre 2021, contre des flux de trésorerie d'exploitation négatifs de 3,6 M\$ à la même période de 2020 (tableau 11), soit un écart défavorable de 0,8 M\$, expliquée par la baisse de 2,8 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée par la diminution de 2,0 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

Sports et divertissement

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2021

Revenus de 31,2 M\$ au premier trimestre 2021, soit une baisse de 3,6 M\$ (-10,3 %), principalement attribuable à la baisse des revenus de distribution de musique, de spectacles et des activités de hockey, expliquée par le contexte lié à la COVID-19, contrebalancée en partie par la hausse des revenus de distribution de livres et des revenus d'édition en littérature générale.

BAIIA ajusté de 2,1 M\$ au premier trimestre 2021, soit un écart favorable de 5,9 M\$, qui s'explique surtout par la diminution des frais d'exploitation, dont les frais de production, les coûts de main-d'œuvre attribuables à l'impact des économies salariales et des mesures gouvernementales instaurées dans le contexte lié à la COVID-19, et les frais d'administration, contrebalancée en partie par l'impact de la baisse des revenus.

Flux de trésorerie d'exploitation de 1,1 M\$ au premier trimestre 2021, contre des flux de trésorerie d'exploitation négatifs de 4,7 M\$ à la même période de 2020 (tableau 11). Cet écart favorable de 5,8 M\$ s'explique essentiellement par l'écart favorable de 5,9 M\$ du BAIIA ajusté.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Cette section présente une analyse des flux de trésorerie générés et utilisés par la Société, ainsi que de la situation financière à la date du bilan.

Exploitation

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 261,6 M\$ au premier trimestre 2021, contre 321,6 M\$ à la même période de 2020.

Cette diminution de 60,0 M\$ s'explique surtout par :

- l'écart défavorable de 75,8 M\$ de la variation nette des éléments hors caisse liée aux activités d'exploitation, expliqué principalement par la variation défavorable des impôts sur le bénéfice à payer et des stocks, contrebalancées en partie par la variation favorable des créditeurs.

Contrebalancé en partie par :

- la hausse de 16,0 M\$ du BAIIA ajusté.

La variation nette défavorable des impôts sur le bénéfice à payer et des autres éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation ont eu un impact défavorable au cours du premier trimestre 2021 sur les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies, comparativement au même trimestre de 2020, tandis que la hausse de la rentabilité des secteurs Télécommunications et Sports et divertissement a eu une incidence favorable.

Fonds de roulement de 633,5 M\$ au 31 mars 2021, contre un fonds de roulement négatif de 33,4 M\$ au 31 décembre 2020, soit un écart favorable de 666,9 M\$, principalement attribuable à la hausse des espèces et des quasi-espèces, en lien avec l'émission par Vidéotron de billets de premier rang, ainsi qu'aux variations favorables des impôts à payer et des débiteurs, contrebalancées en partie par la hausse des créditeurs.

Investissement

Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations de 111,8 M\$ au premier trimestre 2021, contre 80,0 M\$ à la même période de 2020, soit une augmentation de 31,8 M\$, qui s'explique surtout par la variation nette défavorable de 21,9 M\$ des éléments hors caisse courants et la hausse des investissements dans le réseau LTE-A dans le secteur Télécommunications.

Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels de 58,8 M\$ au premier trimestre 2021, contre 102,8 M\$ à la même période de 2020, soit une diminution de 44,0 M\$, qui s'explique surtout par la variation nette favorable de 37,5 M\$ des éléments hors caisse courants et la diminution des investissements en informatique, principalement dans le secteur Télécommunications.

Produit d'aliénation d'éléments d'actif de 0,1 M\$ au premier trimestre 2021, contre 1,5 M\$ à la même période de 2020.

Acquisitions d'entreprises de 15,1 M\$ au premier trimestre 2021, attribuables essentiellement à l'acquisition de Les Disques Audiogramme inc. dans le secteur Sports et Divertissements.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de 91,1 M\$ au premier trimestre 2021, contre 140,3 M\$ à la même période de 2020 (tableau 12).

Cette baisse de 49,2 M\$ s'explique surtout par :

- la diminution de 60,0 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies ;
- la hausse de 31,8 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations.

Contrebalancées en partie par :

- la diminution de 44,0 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels.

Financement

Dettes consolidées (dette à long terme plus les emprunts bancaires) en hausse de 584,3 M\$ au premier trimestre 2021. Variation nette défavorable de 62,8 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés.

- Au premier trimestre 2021, l'augmentation de la dette est essentiellement attribuable à :
 - l'émission par Vidéotron, le 22 janvier 2021, de billets de premier rang d'un montant en capital global de 650,0 M\$, portant intérêt à un taux de 3,125 % et échéant le 15 janvier 2031, pour un produit net de 644,0 M\$, déduction faite des frais de financement de 6,0 M\$.
- Au premier trimestre 2021, la diminution de la dette est essentiellement attribuable à :
 - l'incidence favorable du taux de change de 56,9 M\$. La baisse de la dette consolidée attribuable à ce facteur a été contrebalancée par la baisse de l'actif (ou la hausse du passif) liée aux instruments financiers dérivés.
- Les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés sont passés d'un actif net de 597,1 M\$ au 31 décembre 2020 à un actif net de 534,3 M\$ au 31 mars 2021, soit une variation nette défavorable de 62,8 M\$ expliquée principalement par l'écart défavorable du taux de change sur la valeur des instruments financiers dérivés.
- Le 11 février 2021, Groupe TVA a modifié sa facilité de crédit renouvelable garantie de 75,0 M\$ afin de proroger la date d'échéance de février 2021 à février 2022 et modifier certaines modalités.

Situation financière

Liquidités disponibles nettes de 2,55 G\$ au 31 mars 2021 pour Québecor et ses filiales détenues à part entière, soit des facilités de crédit renouvelables disponibles et inutilisées de 1,80 G\$ et des espèces et quasi-espèces de 754,0 M\$.

Dettes consolidées (dette à long terme plus les emprunts bancaires) totalisant 6,36 G\$ au 31 mars 2021, soit une augmentation de 584,3 M\$ par rapport au 31 décembre 2020. Variation nette défavorable de 62,8 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés (cf. « Financement » ci-dessus).

- La dette consolidée comprenait essentiellement les dettes de 4,72 G\$ de Vidéotron (4,11 G\$ au 31 décembre 2020), de 27,2 M\$ de Groupe TVA (28,8 M\$ au 31 décembre 2020), de 1,57 G\$ de Québecor Média (1,59 G\$ au 31 décembre 2020) et de 45,5 M\$ de Québecor (45,9 M\$ au 31 décembre 2020).

Ratio d'endettement net consolidé de 2,67x au 31 mars 2021, contre 2,68x au 31 décembre 2020.

Au 31 mars 2021, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

Tableau 3
Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Québecor
Périodes de 12 mois terminées les 31 mars
(en millions de dollars canadiens)

2022	25,4	\$
2023	2 618,2	
2024	-	
2025	753,7	
2026	775,0	
2027 et ultérieurement	2 203,8	
Total	6 376,1	\$

Québecor peut (mais n'est d'aucune façon dans l'obligation de le faire) chercher à retirer ou à racheter, de temps à autre, des titres en circulation, y compris des débetures convertibles, par le biais d'achats sur le marché libre, de transactions négociées avec des partenaires privés ou autrement. Ces rachats, le cas échéant, dépendront des liquidités disponibles de la Société, de ses besoins en liquidités, des conditions du marché, des restrictions contractuelles et d'autres facteurs. Les montants de ces transactions pourraient être importants.

L'échéance moyenne pondérée de la dette consolidée de Québecor était d'environ 4,7 années au 31 mars 2021 (4,3 années au 31 décembre 2020). Au 31 mars 2021, compte tenu des instruments de couverture, la dette était constituée d'environ 96,6 % de titres à taux fixe (96,1 % au 31 décembre 2020) et de 3,4 % de titres à taux variable (3,9 % au 31 décembre 2020).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour remplir ses engagements en matière d'investissement en immobilisations, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de paiement d'impôts sur le bénéfice, de remboursement de dettes et d'obligations locatives, de contribution conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de dividendes aux actionnaires. La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de respecter les échéances futures de ses dettes, qui sont échelonnées au cours des prochaines années.

La Société est assujettie au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à ses ententes de financement. Au 31 mars 2021, la Société respectait tous ses ratios financiers et clauses financières restrictives de ses conventions de financement.

Dividendes déclarés

Le 12 mai 2021, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,275 \$ par action sur les actions de catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») et sur les actions subalternes de catégorie B (comportant droit de vote) (« actions catégorie B »). Ce dividende sera versé le 22 juin 2021 aux actionnaires inscrits à la date de clôture des registres le 28 mai 2021.

Participation aux enchères de spectre dans la bande de 3 500 MHz

En avril 2021, Vidéotron s'est qualifiée à titre de participant au processus de mise aux enchères de spectre dans la bande de 3 500 MHz annoncé par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE Canada »). Le début de la mise aux enchères est prévu le 15 juin 2021.

En mars 2021, Vidéotron a conclu de nouvelles facilités de crédit sur demande et non garanties, selon lesquelles des lettres de crédit ont été émises et déposées auprès d'ISDE Canada à titre de dépôt préalable aux enchères dans le cadre de sa demande de participation. Le dépôt de ces lettres de crédit n'a pas eu pour effet de réduire les liquidités nettes disponibles en vertu des facilités de crédit actuelles de la Société. Par ailleurs, conformément aux règles de confidentialité publiées par ISDE Canada en matière de communication durant le processus d'enchères, il est strictement interdit pour la Société de communiquer le montant de ces lettres de crédit, lesquelles peuvent être retirées par Vidéotron en tout temps avant le début des enchères.

Le cadre complet de délivrance des licences de spectre dans la bande de 3 500 MHz, tel que publié par ISDE Canada, y compris la méthode utilisée pour déterminer la valeur des dépôts préalables, peut être consulté sur le site Internet d'ISDE Canada à l'adresse suivante : <www.ic.gc.ca/eic/site/smt-gst.nsf/fra/h_sf11519.html>.

Analyse du bilan consolidé

Tableau 4

Bilan consolidé de Québecor

Analyse des principales variations entre le 31 mars 2021 et le 31 décembre 2020

(en millions de dollars canadiens)

	31 mars 2021 ¹		31 déc. 2020		Écart	Principales sources d'explication de l'écart	
Actif							
Espèces et quasi-espèces	759,3	\$	136,7	\$	622,6	\$	Flux de trésorerie générés par les activités de financement
Débiteurs	635,9		600,6		35,3		Portion à court terme du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir
Stocks	271,7		250,7		21,0		Incidence de la variation courante des activités
Autres éléments d'actif à court terme	136,7		113,0		23,7		Incidence de la variation courante des activités
Immobilisations	3 167,2		3 189,2		(22,0)		Amortissement de la période moins les acquisitions d'immobilisations
Actifs incorporels	1 480,3		1 466,7		13,6		Acquisitions d'actifs incorporels et d'entreprises, moins l'amortissement de la période
Instruments financiers dérivés ²	534,3		597,1		(62,8)		Cf. « Financement »
Autres éléments d'actif	379,1		396,8		(17,7)		Portion à court terme du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir moins l'incidence de la variation courante des activités d'exploitation et d'investissement
Passif							
Créditeurs, charges à payer et provisions	961,7	\$	872,2	\$	89,5	\$	Incidence de la variation courante des activités
Impôts sur le bénéfice ³	13,8		65,1		(51,3)		Déboursés courants moins les impôts exigibles de la période
Dette à long terme, y compris la portion à court terme et les emprunts bancaires	6 359,4		5 775,1		584,3		Cf. « Financement »
Impôts différés ⁴	828,3		802,7		25,6		Incidence de la variation des activités à l'état des résultats et à l'état des résultats étendus
Autres éléments de passif	292,8		422,8		(130,0)		Gain sur réévaluation des régimes à prestations définies

¹ Les natures « espèces affectées » et « subvention différée » sont regroupées aux fins de l'analyse

² Actif à long terme moins le passif à long terme

³ Passif à court terme moins l'actif à court terme

⁴ Passif à long terme moins l'actif à long terme

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 31 mars 2021, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêt sur la dette à long terme, les débetures convertibles et les obligations locatives, les engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et autres engagements, ainsi que ceux relatifs aux instruments financiers dérivés, moins les encaissements prévus sur les instruments financiers dérivés. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 5.

Tableau 5
Obligations contractuelles de Québecor au 31 mars 2021
(en millions de dollars canadiens)

	Total	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	5 ans et plus
Dette à long terme ¹	6 376,1 \$	25,4 \$	2 618,2 \$	1 528,7 \$	2 203,8 \$
Débetures convertibles ²	154,5	-	-	154,5	-
Paiements d'intérêts ³	1 311,5	223,9	486,1	288,6	312,9
Obligations locatives	179,4	35,1	56,0	30,2	58,1
Paiements d'intérêts sur les obligations locatives	50,1	8,2	12,2	8,1	21,6
Acquisitions d'immobilisations et autres engagements	1 235,9	340,2	384,9	255,5	255,3
Instruments financiers dérivés ⁴	(481,1)	1,6	(441,9)	(91,5)	50,7
Total des obligations contractuelles	8 826,4 \$	634,4 \$	3 115,5 \$	2 174,1 \$	2 902,4 \$

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

² Basé sur la valeur du marché au 31 mars 2021 d'un nombre d'actions correspondant au résultat de la division du capital impayé par le cours d'une action catégorie B de Québecor à cette date, sous réserve d'un prix plancher d'environ 26,20 \$ et d'un prix plafond d'environ 32,76 \$. La Société peut aussi racheter les débetures convertibles en émettant le nombre de ses actions catégorie B correspondant.

³ Estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme et les débetures convertibles, selon les taux d'intérêt en vigueur, les taux d'intérêt des couvertures et les taux de change des couvertures sur devises au 31 mars 2021.

⁴ Encaissements futurs estimatifs, déduction faite des déboursés futurs, sur les instruments financiers dérivés liés à la couverture des taux de change sur le principal de la dette libellée en dollars US.

Transactions entre parties liées

Au premier trimestre 2021, la Société a effectué des ventes de 1,2 M\$ (1,1 M\$ à la même période de 2020) et des achats de 3,8 M\$ avec des parties liées (2,3 M\$ à la même période de 2020).

Capital-actions

Conformément aux exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 6 présente les données du capital-actions de la Société au 22 avril 2021. De plus, 3 608 366 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation au 22 avril 2021.

Tableau 6
Capital-actions

(en actions et en millions de dollars canadiens)

	Au 22 avril 2021	
	Émises et en circulation	Valeur comptable
Actions catégorie A	76 984 634	8,6 \$
Actions catégorie B	168 519 357	993,5

Le 5 août 2020, la Société a autorisé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 000 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 6 000 000 actions catégorie B représentant environ 3,5 % des actions catégorie B émises et en circulation au 31 juillet 2020. Les rachats peuvent être effectués entre les 15 août 2020 et 14 août 2021, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Le 7 août 2020, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant un régime d'achat de titres automatique (le « régime ») avec un courtier désigné en vue de permettre le rachat d'actions aux termes du régime à des moments où il lui serait interdit de le faire en raison de restrictions réglementaires ou de périodes volontaires d'interdiction des opérations. Le régime a été préalablement autorisé par la Bourse de Toronto. Il est en vigueur depuis le 15 août 2020 et se terminera en même temps que le programme de rachat dans le cours normal des activités.

Aux termes du régime, avant d'entrer dans une période volontaire d'interdiction d'opérations, la Société peut demander, sans y être tenue, au courtier désigné de faire des achats dans le cadre du programme de rachat dans le cours normal des activités. Ces achats seront établis à la discrétion du courtier désigné selon des paramètres établis par la Société avant les périodes d'interdiction. En dehors de ces périodes, les rachats seront effectués à la discrétion de la direction de la Société.

Au premier trimestre 2021 la Société a racheté et annulé 2 649 300 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 84,4 M\$ (1 059 100 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 34,1 M\$ à la même période de 2020). L'excédent de 68,8 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été comptabilisé en réduction des bénéfices non répartis (27,8 M\$ à la même période de 2020).

Instruments financiers

La Société utilise de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, des actifs liés à des contrats, des placements à long terme, des emprunts bancaires, des comptes fournisseurs, des charges à payer, de la dette à long terme, des débiteures convertibles, des obligations locatives et des instruments financiers dérivés.

Afin de gérer les risques liés à la variation des taux de change et des taux d'intérêt, la Société utilise des instruments financiers dérivés i) pour fixer en dollars CA les versements sur ses dettes libellées en dollars US (intérêts et capital) et certains achats de stocks et d'investissements en immobilisations libellés en devises, et ii) pour obtenir un équilibre établi entre des dettes à taux fixe et à taux variable. La Société n'a pas l'intention de régler ses instruments financiers dérivés avant leur échéance puisqu'aucun de ces instruments n'est détenu ou émis à des fins spéculatives.

Certaines ententes de swaps sur devises et taux d'intérêt conclues par la Société comportent une option qui permet à chacune des parties de régler le contrat d'échange à une date spécifique, à la valeur du marché du moment.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme, des débiteures convertibles et des instruments financiers dérivés aux 31 mars 2021 et 31 décembre 2020 sont les suivantes :

Tableau 7**Juste valeur de la dette à long terme, des débetures convertibles et des instruments financiers dérivés**

(en millions de dollars canadiens)

Actif (passif)	31 mars 2021		31 décembre 2020	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dette à long terme¹	(6 376,1)	\$ (6 724,9)	(5 786,4)	\$ (6 216,1)
Débetures convertibles²	(159,4)	(159,4)	(153,5)	(153,5)
Instruments financiers dérivés				
Contrats de change à terme	(6,4)	(6,4)	(8,0)	(8,0)
Ententes de swaps sur devises et taux d'intérêt	540,7	540,7	605,1	605,1

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut la juste valeur de la dette à long terme liées au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

² La valeur comptable et la juste valeur des débetures convertibles sont composées du montant en capital et de la valeur des caractéristiques de conversion liées aux prix plancher et plafond, comptabilisée comme dérivés incorporés.

La juste valeur estimative de la dette à long terme et des débetures convertibles est fondée sur les cours de marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de la période ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisée aux bilans consolidés est estimée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument financier dérivé et des facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours de change à la fin de la période. La juste valeur comptabilisée des instruments financiers dérivés est aussi rajustée pour refléter le risque d'inexécution, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en attribuant une prime liée au risque de défaillance de crédit, basée sur une combinaison de données de marché observables et non observables, à l'exposition nette par l'autre partie au contrat ou de la Société.

La juste valeur des dérivés incorporés liés aux débetures convertibles est déterminée selon les modèles d'évaluation des options qui utilisent des données du marché, y compris la volatilité, les facteurs d'actualisation, taux d'intérêt et primes de crédit implicites aux prix ajustés des instruments sous-jacents.

Les pertes et gains sur évaluation et conversion des instruments financiers pour le premier trimestre 2021 sont résumés dans le tableau 8.

Tableau 8**Perte (gain) sur évaluation et conversion des instruments financiers**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2021	2020
Perte (gain) sur les dérivés incorporés liés aux débetures convertibles	5,7	\$ (22,5)
Autres	0,1	(0,8)
	5,8	\$ (23,3)

Au premier trimestre 2021, une perte de 2,6 M\$ a été comptabilisée aux autres éléments du résultat global relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (gain de 62,9 M\$ à la même période de 2020).

Éventualités et litiges

Dans le cadre des litiges entre la Société et un concurrent, des poursuites ont été engagées par la Société et contre la Société. À ce stade-ci des poursuites, la direction de la Société est d'avis que le dénouement ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les résultats ou la situation financière de la Société.

Le 15 août 2019, le CRTC a rendu une ordonnance finale établissant, rétroactivement au 31 mars 2016, les tarifs de gros groupés que devront facturer les grandes entreprises de câblodistribution et de téléphonie pour la prestation des services d'accès à leurs réseaux Internet haute vitesse. Les tarifs provisoires en vigueur depuis 2016 ont été facturés aux revendeurs et comptabilisés aux états financiers consolidés de la Société. Les nouveaux tarifs proposés sont considérablement inférieurs aux tarifs provisoires et pourraient entraîner une baisse des résultats d'environ 40,0 M\$ (avant les impôts sur le bénéfice) pour l'exercice 2021 et une baisse rétrospective d'environ 82,0 M\$ (avant les impôts sur le bénéfice) du 31 mars 2016 au 31 décembre 2020. Le 28 septembre 2020, le CRTC a approuvé la demande d'une coalition d'entreprises de câblodistribution (y compris Vidéotron) de suspendre l'ordonnance relative aux tarifs en attendant ses décisions définitives sur les demandes de révisions et de modifications. En conséquence, la Société estime toujours que les tarifs provisoires demeurent la base appropriée pour reconnaître les revenus tirés de la vente des services Internet filaires à ce stade-ci des procédures.

Mesures non normalisées selon les IFRS

Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies et le ratio d'endettement net consolidé ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Au troisième trimestre 2020, la Société a ajouté la mesure « ratio d'endettement net consolidé ». Le ratio d'endettement net consolidé représente la dette nette consolidée, exclusion faite des débetures convertibles, divisée par le BAIIA ajusté des 12 derniers mois. La dette nette consolidée, exclusion faite des débetures convertibles, représente le total de la dette à long terme, plus les emprunts bancaires, les obligations locatives, la portion à court terme des obligations locatives et les passifs liés aux instruments financiers dérivés, moins les actifs liés aux instruments financiers dérivés et les espèces et quasi-espèces. Le ratio d'endettement net consolidé sert à évaluer le levier financier de la Société et est utilisé par la direction et le conseil d'administration dans les décisions liées à la structure du capital de la Société, y compris la stratégie de financement, et dans la gestion du risque lié aux échéances des dettes.

BAIIA ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le BAIIA ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, (la perte) le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments, les impôts sur le bénéfice et le bénéfice lié aux activités abandonnées. Le BAIIA ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société se sert du BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de ses investissements dans Québecor Média. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses secteurs d'activité.

En outre, le BAIIA ajusté est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte du coût périodique des actifs corporels et incorporels nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte de ces coûts, telles que les flux de trésorerie d'exploitation et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies, sont également utilisées par la Société. La définition du BAIIA ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 9 présente le rapprochement du BAIIA ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 9**Rapprochement du BAIIA ajusté présenté dans ce rapport avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2021	2020
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :		
Télécommunications	450,9 \$	435,5 \$
Média	1,3	4,1
Sports et divertissement	2,1	(3,8)
Siège social	(1,6)	0,9
	452,7	436,7
Amortissement	(195,3)	(198,1)
Frais financiers	(83,1)	(87,4)
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(5,8)	23,3
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(4,5)	(3,9)
Impôts sur le bénéfice	(44,0)	(40,5)
Bénéfice lié aux activités abandonnées	-	1,3
Bénéfice net	120,0 \$	131,4 \$

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies

La Société définit le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant le gain (la perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments, déduction faite des impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements et avant le bénéfice lié aux activités abandonnées attribuable aux actionnaires. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société utilise le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies pour analyser les tendances en matière de rendement de ses activités. Les éléments énumérés ci-dessus sont exclus du calcul de cette mesure puisqu'ils nuisent à la comparabilité des résultats financiers. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies est plus représentatif aux fins d'évaluation du bénéfice prévisible. La définition du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 10 présente le rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 10**Rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies présenté dans ce rapport avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2021	2020
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	129,9 \$	111,5 \$
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(5,8)	23,3
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(4,5)	(3,9)
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements ¹	1,7	(0,6)
Activités abandonnées	-	1,3
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	121,3 \$	131,6 \$

¹ Y compris l'impact de la fluctuation de l'impôt sur le bénéfice, applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

Flux de trésorerie d'exploitation et flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies*Flux de trésorerie d'exploitation*

Les flux de trésorerie d'exploitation représentent le BAIIA ajusté, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des acquisitions et des renouvellements de licences). Les flux de trésorerie d'exploitation représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie d'exploitation ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de l'ensemble de ses secteurs. La définition des flux de trésorerie d'exploitation de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies selon les IFRS, moins les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des déboursés liés aux acquisitions et aux renouvellements de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la Société. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les fonds disponibles pour les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Les tableaux 11 et 12 présentent le rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation et des flux de trésorerie libres générés par les activités d'exploitation poursuivies avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies divulgués aux états financiers consolidés résumés.

Tableau 11
Flux de trésorerie d'exploitation
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2021	2020
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif)		
Télécommunications	450,9 \$	435,5 \$
Média	1,3	4,1
Sports et divertissement	2,1	(3,8)
Siège social	(1,6)	0,9
	452,7	436,7
Moins		
Acquisitions d'immobilisations ¹ :		
Télécommunications	(99,4)	(88,9)
Média	(1,2)	(1,9)
Sports et divertissement	(0,1)	(0,1)
Siège social	(0,2)	(0,1)
	(100,9)	(91,0)
Acquisitions d'actifs incorporels ² :		
Télécommunications	(38,6)	(44,1)
Média	(4,5)	(5,8)
Sports et divertissement	(0,9)	(0,8)
Siège social	(0,2)	-
	(44,2)	(50,7)
Flux de trésorerie d'exploitation		
Télécommunications	312,9	302,5
Média	(4,4)	(3,6)
Sports et divertissement	1,1	(4,7)
Siège social	(2,0)	0,8
	307,6 \$	295,0 \$

¹ **Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations selon les états financiers consolidés résumés**

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2021	2020
Acquisitions d'immobilisations	(100,9) \$	(91,0) \$
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'immobilisations (excluant le crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	(10,9)	11,0
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations	(111,8) \$	(80,0) \$

² **Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels selon les états financiers consolidés résumés**

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2021	2020
Acquisitions d'actifs incorporels	(44,2) \$	(50,7) \$
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'actifs incorporels (excluant le crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	(14,6)	(52,1)
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels	(58,8) \$	(102,8) \$

Tableau 12**Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation et flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies divulgués aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2021	2020
Flux de trésorerie d'exploitation provenant du tableau 11	307,6	295,0
<u>Plus (moins)</u>		
Portion monétaire des frais financiers	(80,9)	(85,4)
Portion monétaire liée à la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(3,7)	(3,9)
Impôts exigibles	(63,4)	(61,0)
Autres	0,2	4,1
Variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation	(43,2)	32,6
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'immobilisations (excluant le crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	(10,9)	11,0
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'actifs incorporels (excluant le crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	(14,6)	(52,1)
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies	91,1	140,3
<u>Plus (moins)</u>		
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations	111,8	80,0
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels	58,8	102,8
Produits de l'aliénation d'éléments d'actif	(0,1)	(1,5)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies	261,6	321,6

Ratio d'endettement net consolidé

Le ratio d'endettement net consolidé représente la dette nette consolidée, exclusion faite des débetures convertibles, divisée par le BAIIA ajusté des 12 derniers mois. La dette nette consolidée, exclusion faite des débetures convertibles, représente le total de la dette à long terme, plus les emprunts bancaires, les obligations locatives, la portion à court terme des obligations locatives et les passifs liés aux instruments financiers dérivés, moins les actifs liés aux instruments financiers dérivés et les espèces et quasi-espèces. Le ratio d'endettement net consolidé sert à évaluer le levier financier de la Société et est utilisé par la direction et le conseil d'administration dans les décisions liées à la structure du capital de la Société, y compris la stratégie de financement, et dans la gestion du risque lié aux échéances des dettes. Le ratio d'endettement net consolidé exclut les débetures convertibles puisque ces débetures peuvent être rachetées au gré de la Société, sous certaines conditions, en émettant des actions catégorie B de Québecor. Le ratio d'endettement net consolidé n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS. Il ne vise pas à remplacer des outils d'évaluation conformes aux IFRS ou le bilan afin d'évaluer la situation financière. La définition du ratio d'endettement net consolidé de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 13 présente le calcul du ratio d'endettement net consolidé ainsi que le rapprochement avec les éléments du bilan divulgués aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 13
Ratio d'endettement net consolidé
(en millions de dollars canadiens)

	31 mars 2021		31 déc. 2020	
Total de la dette à long terme¹	6 376,1	\$	5 786,4	\$
Plus (moins)				
Obligations locatives	144,3		139,0	
Portion à court terme des obligations locatives	35,1		34,3	
Emprunts bancaires	3,3		1,7	
Actifs liés aux instruments financiers dérivés	(569,4)		(625,5)	
Passifs liés aux instruments financiers dérivés	35,1		28,4	
Espèces et quasi-espèces	(759,3)		(136,7)	
Dette nette consolidée exclusion faite des débentures convertibles	5 265,2		5 227,6	
Divisée par :				
BAILA ajusté sur 12 mois	1 968,6	\$	1 952,6	\$
Ratio d'endettement net consolidé	2,67x		2,68x	

¹ Exclut les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

Indicateurs clés de rendement

Unité génératrice de revenus

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit l'UGR. Une UGR représente, le cas échéant, le nombre de clients aux services d'accès Internet, de télédistribution et de Club illico, et le nombre de lignes aux services de téléphonie mobile et filaire. L'UGR n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS et la définition et la méthode de calcul de l'UGR utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises ou publiées par des autorités publiques.

Facturation moyenne par unité

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit la FMPU. Cet indicateur sert à mesurer la facturation moyenne d'abonnement par UGR. La FMPU n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS et la définition et la méthode de calcul de la FMPU utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

La FMPU mobile se calcule en divisant la facturation moyenne d'abonnement du service de téléphonie mobile par le nombre moyen d'UGR de ce service durant la période visée, puis en divisant ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

La FMPU totale se calcule en divisant la facturation moyenne combinée d'abonnement aux services d'accès Internet, de télédistribution, de Club illico, de téléphonie mobile et filaire, par le nombre total moyen d'UGR aux services d'accès Internet, de télédistribution, de téléphonie mobile et filaire durant la période visée, puis en divisant ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2021, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui aurait eu ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante n'a été effectuée.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes ; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société à <www.quebecor.com> ou sur le site Internet de SEDAR à l'adresse <www.sedar.com>.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujétis à des risques, des incertitudes et des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer », ou « croire » ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultats réels et ceux mentionnés dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor Média de continuer à développer avec succès son réseau et les installations de ses services mobiles ;
- le climat économique général, les conditions des marchés financiers et économiques, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor Média sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux, de la télévision et des autres médias ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active ;
- la fragmentation de l'univers des médias ;
- des nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de la gamme de produits de Québecor Média ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires pour le développement du réseau de Québecor Média ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives, ou l'incapacité à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ou de gérer sa croissance et son expansion ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor Média par lequel sont offerts les services de télédistribution, d'accès Internet, de téléphonie mobile et filaire, et de Club illico, ainsi que la capacité de Québecor Média de protéger son réseau contre le piratage, l'accès non autorisé ou d'autres violations de la sécurité ;
- les conflits de travail ou les grèves ;
- les interruptions dues à des bris d'équipements, des pannes de réseau, la menace de catastrophes naturelles, les épidémies, les pandémies ou autres crises de santé publiques, y compris la pandémie de COVID-19, et l'instabilité politique dans certains pays ;
- l'impact des mesures d'urgence mises en œuvre par divers paliers gouvernementaux ;
- les changements dans la capacité de Québecor Média d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- des changements aux lois et aux règlements, ou dans leurs interprétations, qui pourraient entraîner, entre autres, la perte (ou la réduction de la valeur) des licences ou des marchés de Québecor Média ou l'augmentation de la concurrence, des coûts de fonctionnement ou des dépenses d'investissement ;
- la capacité de Québecor Média de développer avec succès les activités de son secteur Sports et divertissement ou d'autres domaines en expansion de ses autres secteurs d'activité ;
- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts ; et
- les fluctuations des taux d'intérêt pouvant avoir des effets sur une portion des exigences de remboursement des intérêts sur la dette à long terme de Québecor.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <www.sedar.com> et à <www.quebecor.com>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 12 mai 2021 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

Montréal, Québec

Le 12 mai 2021

QUÉBECOR INC.

SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	2021	2020			2019			
	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin
Revenus	1 091,1 \$	1 146,8 \$	1 111,7 \$	1 003,8 \$	1 055,5 \$	1 136,2 \$	1 073,4 \$	1 056,9 \$
BAlIA ajusté	452,7	526,8	513,4	475,7	436,7	494,5	509,3	455,0
Flux de trésorerie d'exploitation	307,6	345,2	346,1	326,1	295,0	260,5	332,4	274,9
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	129,9	165,0	173,1	144,9	111,5	159,6	173,8	136,2
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(5,3)	(0,4)	(18,3)	4,5	21,7	(13,6)	5,6	16,3
Éléments inhabituels	(3,3)	(4,2)	(13,9)	(7,0)	(2,9)	(0,9)	(0,9)	(12,3)
Activités abandonnées	-	(0,6)	-	32,5	1,3	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	121,3	159,8	140,9	174,9	131,6	145,1	178,5	140,2

Données de base par action

Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,52 \$	0,66 \$	0,69 \$	0,57 \$	0,44 \$	0,63 \$	0,68 \$	0,53 \$
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(0,02)	-	(0,07)	0,02	0,08	(0,05)	0,02	0,07
Éléments inhabituels	(0,01)	(0,02)	(0,06)	(0,03)	(0,01)	(0,01)	-	(0,05)
Activités abandonnées	-	-	-	0,13	0,01	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	0,49	0,64	0,56	0,69	0,52	0,57	0,70	0,55
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)	246,7	249,1	250,5	252,8	254,0	254,8	255,6	255,9

Données diluées par action

Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,52 \$	0,66 \$	0,68 \$	0,57 \$	0,42 \$	0,62 \$	0,67 \$	0,52 \$
Impact de la dilution	-	-	0,01	-	-	0,01	-	-
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(0,02)	-	(0,07)	-	-	(0,05)	-	-
Éléments inhabituels	(0,01)	(0,02)	(0,06)	(0,03)	(0,01)	(0,01)	-	(0,05)
Activités abandonnées	-	-	-	0,12	0,01	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	0,49	0,64	0,56	0,66	0,42	0,57	0,67	0,47
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions)	246,9	253,8	250,7	258,6	259,9	255,0	261,7	262,1